

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**PREMIÈRE COMMISSION, 1478^e
SÉANCE**

Jeudi 8 décembre 1966,
à 15 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 96 de l'ordre du jour:

Application de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté (suite)

Discussion générale (suite) 349

Président: M. Leopoldo BENITES (Equateur).

POINT 96 DE L'ORDRE DU JOUR

Application de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et de la protection de leur indépendance et de leur souveraineté (suite) [A/6397, A/C.1/938 à 940, A/C.1/L.367, A/C.1/L.388]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. DJERMAKOYE (Niger) dit que le principe de la non-ingérence tient à cœur au Gouvernement de la République du Niger. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement pour un pays qui a retrouvé récemment sa souveraineté et son indépendance et auquel tout commande de réserver ses ressources au développement économique et au progrès social? Pour le Niger, l'intérêt national, c'est-à-dire sa sécurité et sa liberté d'action, coïncide avec son devoir, qui est de favoriser le règne du droit dans les rapports internationaux.

2. A cette fin, il est bon de veiller à l'application du principe de la non-ingérence qui a été solennellement proclamé à la vingtième session. Après les bouleversements qui ont marqué l'après-guerre et les difficultés que les nouveaux Etats ont eu à surmonter, certains d'entre eux, dont le Niger, voient enfin se lever à l'horizon l'espoir d'une existence paisible et les perspectives d'un développement continu. Il ne faudrait donc pas que certaines puissances viennent troubler cette situation prometteuse. Le Niger a fait comprendre à Pékin que ce n'était ni son intérêt ni celui de l'Afrique de tenter de favoriser la subversion sur le continent africain. Une telle entreprise serait vouée à l'échec, car les pays d'Afrique ont trop conscience du bienfait de l'indépendance qu'ils ont acquise pour se laisser séduire par des promesses sans lendemain de la part de ceux qui devraient pourtant savoir que la révolution n'est pas un produit d'exportation.

3. Même quand elles sont inspirées au départ par des intentions louables et soutenues par des forces

très puissantes, les interventions dans les Etats tiers ne sont finalement jamais rentables ni pour les uns ni pour les autres. Dans le monde actuel, le règlement par chacun de ses propres affaires demeure une règle qui ne souffre pas d'exceptions, même si les pays sont solidaires les uns des autres et s'ils ont tout à gagner à établir entre eux une coopération aussi étendue que possible.

4. C'est dire que la délégation du Niger est prête à approuver le projet de résolution soviétique (A/C.1/L.367) et les amendements des 19 puissances (A/C.1/L.388).

5. M. SISSOKO (Guinée) rappelle qu'à la précédente session la délégation guinéenne a dénoncé et flétri l'immixtion étrangère dans les affaires internes des pays indépendants et souverains, qu'ils soient d'Afrique ou d'ailleurs. En analysant même sommairement la situation actuelle, on constate que les ingérences dans les affaires intérieures et extérieures des Etats sont généralement précédées par l'action meurtrière menée à partir des bases militaires étrangères. Ce sont donc là deux phénomènes qui se complètent et entraînent, dans les petits pays, des bouleversements et des coups d'Etat qui sont autant d'obstacles au renforcement des fondations sur lesquelles ces pays associent leur indépendance et qui provoquent des conflits mettant en péril la paix à laquelle aspire l'humanité tout entière.

6. Les peuples qui ont de haute lutte reconquis leur liberté sont néanmoins plus décidés que jamais à affermir leur personnalité et leur dignité humaine face à ceux qui nourrissent encore l'illusion de pouvoir imposer leur volonté aux peuples épris d'égalité et de justice sociale. Malheureusement, beaucoup de pays souffrent encore de l'intervention étrangère. C'est le cas notamment du Viet-Nam où les forces américaines sévissent depuis plusieurs années déjà. La guerre agressive dont sont victimes les populations de cette partie du Sud-Est asiatique doit cesser et faire place à une ère de paix et de fraternité réelle qui permette au peuple vietnamien de choisir librement un régime politique à sa convenance.

7. Certaines délégations ayant évoqué la première Conférence de la solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, tenue à La Havane en janvier 1966, M. Sissoko tient à préciser que des représentants du Gouvernement guinéen ont effectivement participé à cette conférence. Il convient de rappeler à cet égard que l'objectif de cette rencontre historique était de rechercher les moyens de combattre le néo-colonialisme et l'impérialisme qui tend à s'ériger en gendarme international.

8. L'impérialisme se rend compte désormais qu'il lui est impossible matériellement et humainement

de perpétuer sa domination en recourant soit à la politique néo-colonialiste, soit à la subversion, qui aboutit fatalement à l'intervention caractérisée. Il convient de signaler que dans le tiers monde, et plus spécialement en Afrique, les interventions étrangères vont bon train. Elles sont la contre-offensive impérialiste à l'encontre des pays qui, naguère asservis, essaient d'échapper depuis leur accession à l'indépendance aux griffes du colonialisme impénitent. Dès lors, tous les moyens sont bons, et des manœuvres sont subtilement préparées dans le dessein sordide soit de détruire politiquement ou physiquement les dirigeants authentiques des mouvements d'émancipation considérés comme gênants, soit de renverser des gouvernements démocratiquement constitués pour les remplacer par d'autres gouvernements totalement irresponsables et qui ne peuvent se maintenir au pouvoir que par la force des baïonnettes.

9. Les formes qu'empruntent les interventions varient selon les motifs qui les inspirent. Certaines actions engagées par l'impérialisme visent au premier chef la défense d'intérêts économiques. Aussi tout le verbiage sur la volonté de coopération et le désir d'aider les pays en voie de développement dissimule-t-il dans le fond la détermination criminelle de domestiquer ou d'abattre l'un après l'autre tous les pays véritablement indépendants. D'où l'antagonisme entre les légitimes aspirations des peuples à la liberté réelle et la volonté manifeste d'asservissement qui est l'apanage même des puissances néo-colonialistes.

10. Les nombreux coups d'Etat dont le continent africain a été le théâtre dans un passé encore récent sont les conséquences directes ou indirectes des manœuvres interventionnistes dans les affaires intérieures de pays souverains. A ce passif criminel de l'impérialisme, il convient d'ajouter les complots permanents de tous genres qui ne cessent de se tramer contre de nouveaux pays. Pour aboutir à ses fins, l'impérialisme emploie des procédés qui varient suivant le pays, la complexité de l'enjeu, le niveau de conscience politique des populations et la nature du régime à décapiter. La méthode la plus cynique et la plus subtile qu'utilise généralement le colonialisme est à coup sûr la méthode de l'intoxication psychologique, science nouvelle qui vise à téléguider les esprits et à agir sur les opinions, les sentiments et le comportement des masses populaires. L'action psychologique est extrêmement dangereuse pour les pays africains, car beaucoup d'entre eux n'en mesurent pas encore la gravité et, de ce fait, offrent inconsciemment un terrain propice à son développement et à sa réussite.

11. Tenant compte de ces faits, la délégation guinéenne souligne l'importance du principe énoncé dans la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale. Pour assurer l'application correcte et immédiate de ce principe, elle émettra un vote favorable au projet de résolution soviétique. L'ingérence dans les affaires intérieures et extérieures des Etats étant synonyme d'agression, il appartient aux Nations Unies, dans le cadre des nobles objectifs qu'elles se sont assignés, de trouver au problème angoissant de l'ingérence une solution à la fois juste et urgente. En réaffirmant les principes fondamentaux énoncés

lors des conférences des pays non alignés et les résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, la délégation guinéenne tient à souligner que la paix universelle, la coexistence fraternelle et la compréhension entre les peuples ne sauraient être réalisées tant que subsisteront le néo-colonialisme et l'impérialisme et tant que ne seront pas garanties la souveraineté des Etats et l'intégrité de leurs territoires.

12. M. MAJID (Afghanistan) souligne, ainsi que sa délégation l'a fait devant la Commission (1396ème séance) à la vingtième session, que le principe de la non-intervention est l'un des facteurs fondamentaux qui régissent les relations internationales. La délégation afghane se félicite donc de l'initiative prise par l'Union soviétique qui a fait inscrire la question actuellement examinée à l'ordre du jour de la vingt et unième session.

13. La délégation afghane a toujours appuyé les principes de coopération et de relations amicales entre les nations, ainsi que les idéaux et les buts des Nations Unies selon lesquels tous les Membres doivent s'abstenir de recourir à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat. La délégation afghane est profondément convaincue que la paix mondiale et la compréhension internationale sont possibles grâce au respect mutuel et à la non-intervention dans les affaires extérieures ou intérieures des Etats. Afin d'exprimer cette conviction, l'Afghanistan s'est joint à d'autres Etats pour patronner le projet de résolution qui a été adopté par l'Assemblée générale et est devenu la résolution 2131 (XX). La Déclaration contenue dans cette résolution est le résultat de l'examen effectué par les groupes latino-américains et afro-asiatiques et des principes énoncés à Bogota, à Bandoung, à Belgrade et au Caire. Les principes de non-intervention énoncés dans la Déclaration figurent en majeure partie dans la Charte, et il est donc nécessaire de les respecter et de les observer scrupuleusement.

14. La délégation afghane estime qu'en examinant la résolution présentée par l'Union soviétique, il convient de ne pas émettre un jugement hâtif. Il convient d'évaluer l'efficacité de la résolution 2131 (XX) et l'état de son application en fonction de la situation complexe qui règne à l'heure actuelle.

15. Réaffirmant sa conviction dans les principes de la non-intervention énoncés dans la Charte des Nations Unies, ainsi que dans les déclarations adoptées par la Conférence des pays d'Afrique et d'Asie, tenue à Bandoung en avril 1955, la première et la deuxième Conférences des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenues à Belgrade en septembre 1961 et au Caire en octobre 1964, la délégation afghane appuie sans réserve tout projet de résolution qui rencontre l'accord de la grande majorité des Etats Membres et qui favorise davantage l'application de la Déclaration en ce qui concerne toutes les formes d'intervention, qu'elles soient directes ou indirectes. Toutefois, la délégation afghane estime que la Déclaration ne doit toucher que les relations entre les Etats et qu'elle ne peut en aucune manière s'appliquer aux territoires que l'on déclare faire partie intégrante de certains Etats.

16. La délégation afghane espère que la Première Commission fournira de nouveau aux Nations Unies et au monde un document dont les buts et les objectifs, en harmonie avec ceux de la Charte, constitueront des directives efficaces en vue d'arriver à la paix entre les Etats ainsi qu'au respect et à la compréhension entre les peuples.

17. M. IDZUMBUIR (République démocratique du Congo) souligne que l'on pourrait s'attendre à deux attitudes à l'égard de la question de l'application de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté: l'énoncé de toutes les violations de cette déclaration ou la définition sur le plan pratique des mesures de coopération qui éliminent la possibilité de telles interventions. Il est toutefois difficile de distinguer systématiquement un aspect de l'autre dans un exposé de caractère politique. Dans le cas présent, un examen d'ensemble de la situation en République démocratique du Congo permet de les aborder simultanément.

18. La naissance et la croissance de la République démocratique du Congo ont été difficiles, et les interventions extérieures ne sont pas étrangères à cette situation. Les interventions revêtent tantôt la forme armée tantôt la forme de pressions politiques et économiques. L'intervention armée est sans doute la plus facile à déceler, mais l'intervention qui procède par l'endoctrinement et la corruption est peut-être la plus dangereuse. Cette forme d'intervention, que l'on appelle la subversion, est devenue pour certaines puissances un moyen institutionnel employé pour corrompre les parlementaires et fomenter des troubles internes contre les régimes qui semblent ne pas répondre à leur idéologie ou s'opposer à leurs intérêts économiques et financiers. La République démocratique du Congo, qui est potentiellement très riche, a connu toutes ces formes d'intervention. Combien de complots, financés de l'extérieur, ont troublé ou cherchent à troubler à nouveau la paix de la République démocratique du Congo et combien de gouvernements sont directement ou indirectement responsables de l'opération militaire qui s'orchestre à l'heure actuelle dans différents pays pour renverser les institutions de la République? Cette responsabilité est engagée lorsque l'on vend des armes et des avions à des pays déjà engagés dans la voie de l'interventionnisme armé contre la souveraineté des Etats indépendants. Le représentant de la République démocratique du Congo se réfère particulièrement au Portugal et à ceux qui le soutiennent dans son action dans les territoires placés sous sa domination. La vente illégale des sept bombardiers B-26 qui devaient être fournis au Portugal et qui a fait l'objet d'un procès aux Etats-Unis n'est pas de nature à laisser indifférente la République démocratique du Congo. En outre, il semble que le Portugal cherche à acquérir des avions de chasse à réaction de fabrication française par l'intermédiaire d'un pays d'Amérique latine qui aurait renoncé à ces types d'avions vendus par la République fédérale d'Allemagne. Le représentant de la République démocratique du Congo souhaite que ces informations soient inexacts. Si toutefois elles étaient fondées, le représentant de la République démocratique du Congo conjure toutes les

puissances intéressées de s'opposer à une telle acquisition.

19. Il existe d'autres formes d'intervention qui cherchent à créer un courant d'opinions extérieures et intérieures défavorable à un gouvernement. Ainsi, en ce qui concerne le Congo, certains milieux financiers appliquent une propagande mensongère et accusent le Gouvernement congolais de nationaliser les intérêts étrangers, alors que celui-ci ne fait que reprendre les droits que les accords constitutifs de sociétés reconnaissent à l'Etat congolais. On peut encore citer la fausse alerte lancée par la Ligue belge des droits de l'homme sur le prétendu massacre du colonel Tshipola et de ses complices, alors que ces personnes sont en fait vivantes, comme a pu le constater récemment la presse internationale. Ces manœuvres et ces fausses alertes visent à faire croire au monde qu'il n'est pas opportun d'investir au Congo et à faire obstacle à la poursuite des objectifs économiques que le Gouvernement congolais s'est assignée.

20. Malgré toutes ces interventions, la République du Congo s'est toujours abstenue d'intervenir dans les affaires d'autres Etats. Son désir est de vivre en paix avec tous les pays et avec tous les peuples et de faire en sorte que la dignité de l'homme, la souveraineté des Etats et la liberté des peuples soient sauvegardées.

21. Les considérations qui viennent d'être exposées et les éléments contenus dans la prise de position adoptée par la délégation congolaise lors des débats de la session précédente détermineront le vote de la République démocratique du Congo sur le projet de résolution et les amendements qui s'y rapportent.

22. M. READ VITTINI (République Dominicaine) dit que la question qu'étudie actuellement la Première Commission touche de très près la République Dominicaine. Il est sans doute inutile de rappeler que les douloureux événements qui se sont produits dans la République Dominicaine en 1965 ont été l'un des facteurs à l'origine de l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution 2131 (XX), qui a conféré un caractère universel au principe de la non-intervention. Le peuple dominicain n'aura pas souffert en vain si les heures d'angoisse qu'il a vécues ont servi à établir une norme qui régit les relations des peuples sur la base d'un respect authentique et réciproque et qui assure la paix de tous et la sécurité des petits pays. Toutefois, les petits pays ne peuvent se défendre d'éprouver un sentiment d'inquiétude, car les intentions les plus nobles et les plus justes exprimées dans des déclarations de valeur incontestable ne correspondent généralement pas à la pratique internationale. Il y a un divorce évident entre ce qui se dit et ce qui se fait. En fait, bon nombre des pays qui défendent avec le plus d'acharnement le principe de la non-intervention seraient obligés de se taire si seuls les pays qui ont la conscience tranquille en la matière étaient autorisés à dénoncer l'intervention. Ce n'est un secret pour personne que le monde est le théâtre d'une lutte ouverte pour l'hégémonie mondiale et qu'il se produit tous les jours des interventions sous une forme ou sous une autre. L'histoire des guerres internationales n'est rien d'autre que l'histoire de l'intervention de certains

peuples dans les affaires intérieures ou extérieures d'autres peuples pour les soumettre à leur domination. Dans la conjoncture actuelle, il est à craindre que l'intervention d'une grande puissance ne provoque une contre-intervention d'une grande puissance adverse, et l'on peut alors se demander jusqu'à quand durera le jeu des guerres épisodiques et si elles resteront limitées à une seule région de la terre. Rien n'empêche, par ailleurs, sauf la crainte d'une riposte de la grande puissance adverse, qu'une grande puissance sentant sa sécurité interne, sa sphère d'influence ou son simple programme d'action mondiale menacés par l'action nationale d'un autre pays n'intervienne dans ce pays.

23. Force est donc de reconnaître que, malgré leurs limites, les Nations Unies sont le seul espoir qu'a le monde de pouvoir s'organiser en une communauté pacifique de nations respectueuses les unes des autres. Tout ce que souhaite la République Dominicaine est que, désormais, le principe de la non-intervention soit véritablement appliqué dans les relations internationales. Mais, comme les Nations Unies ne sont pas un gouvernement mondial, puisqu'elles ne jouissent d'aucun pouvoir de coercition, il faut qu'elles utilisent au maximum le seul moyen de pression dont elles disposent: la contrainte morale. Aucun acte contraire aux principes de l'Organisation ne doit échapper à la condamnation publique la plus catégorique de tous les Etats Membres, de façon que soit infligée à ses auteurs la déroute morale la plus complète. C'est pourquoi la délégation dominicaine considère comme particulièrement important que l'on vérifie si la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté a été jusqu'ici bien appliquée dans la pratique internationale. Il serait même souhaitable que cet examen figure de façon permanente à l'ordre du jour de chaque session de l'Assemblée, étant donné que cette mesure contribuerait à faire respecter la Déclaration et par là même à maintenir la paix. On voit donc qu'une proposition faite dans une intention douteuse pour soigner des intérêts sectaires peut parfois servir la cause la plus noble. La délégation dominicaine est bien décidée à utiliser sans discrimination l'arme que l'examen du point 96 de l'ordre du jour lui met entre les mains pour exposer au grand jour quelle est la situation de son pays par rapport à l'application des principes consacrés dans la résolution 2131 (XX).

24. Quels que soient les motifs qui, compte tenu de la situation mondiale, de la sécurité du continent et même du bien-être des Dominicains, paraissent justifier l'intervention dont la République Dominicaine a été victime d'avril 1965 à septembre 1966, cette intervention a profondément marqué le peuple dominicain et a manqué lui faire perdre sa confiance dans les principes et les organismes internationaux. Le peuple dominicain a toutefois compris dans sa grande majorité qu'une intervention internationale serait plus salutaire qu'une intervention individuelle, encore que ni l'une ni l'autre ne soit souhaitable. Il faut toutefois reconnaître, en toute sincérité, qu'il s'agissait plutôt, en fait, d'une contre-intervention, car la République Dominicaine était déjà minée par une autre forme d'intervention plus subtile, mais

non moins efficace, que l'on pourrait qualifier, selon l'expression de don José Ortega y Gasset, "d'intervention verticale". Ses instruments étaient dominicains mais ses méthodes, sa doctrine, ses propagateurs venaient de l'extérieur. Bien que cette forme d'intervention utilise des éléments nationaux, M. Vittini se demande en quoi elle pourrait différer d'une intervention telle que les documents la définissent puisque cette manière de procéder vise essentiellement les mêmes buts que l'intervention armée: modifier par la violence l'aspect politique, économique, social et culturel d'une nation. Chacun sait sous quelle forme les pays du continent américain et d'autres continents envoient des instructeurs et des ressources à ces agents nationaux de l'intervention étrangère et, à Saint-Domingue, ils ont été jusqu'à utiliser la radio et la presse pour orienter et stimuler leur action. Animés de ce faux messianisme qu'a déjà dénoncé le représentant de la Colombie (1476ème séance), les communistes se font passer pour les dépositaires d'une vérité permanente et immuable, véritable dogme propre à organiser la vie de la communauté humaine, qui leur confère un droit naturel de l'imposer par la force aux autres peuples.

25. On peut se demander si certaines idées jouissent vraiment d'un statut spécial qui justifie leur imposition par la force tandis que d'autres sont contraires à l'ordre international et, si tel est le cas, quelle est la pierre de touche qui permet de les distinguer. Faute de pouvoir répondre de façon satisfaisante à cette question, mieux vaudrait proscrire toute intervention. En fin de compte, toute manière de vivre, aussi bonne soit-elle, devient intolérable à l'esprit libre de l'homme si elle lui est imposée. C'est pourquoi la délégation de la République Dominicaine dénonce comme bien d'autres délégations la menace ouverte que représente pour ses institutions nationales les plus chères la prétendue première Conférence de la solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui a eu lieu à La Havane en janvier 1966. Il suffit de rappeler que la délégation dominicaine à cette conférence a déclaré qu'elle transformerait la République Dominicaine en "Viet-Nam des Caraïbes", intention qui a reçu l'appui de pays qui avaient voté peu de temps auparavant pour la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale. Ce défi ostensible de l'autorité des Nations Unies et l'attitude ambivalente de ces pays appelle une définition plus précise du principe de la non-intervention, comme l'ont déjà demandé plusieurs représentants, notamment le représentant de l'Arabie Saoudite.

26. C'est pourquoi la République Dominicaine s'est jointe aux auteurs des amendements contenus dans le document A/C.1/L.388, dans l'espoir que de la résolution 2131 (XX) et de toutes résolutions futures pourra sortir un corps de doctrine qui stigmatise à jamais toutes les apostasies et tous les pharisaïsmes en matière de politique internationale.

27. M. SETTE CAMARA (Brésil), exerçant son droit de réponse, dit que l'incident mentionné par le représentant du Congo concernant la vente d'avions au Portugal par l'intermédiaire d'un pays d'Amérique latine vise le Brésil sans le nommer. Il rappelle

que la question a déjà été portée devant la Quatrième Commission le 25 novembre 1966 par un pétitionnaire dont les allégations étaient fondées sur des déclarations de la presse brésilienne. On trouvera au paragraphe 42 du compte rendu analytique de la 1642ème séance de la Quatrième Commission la déclaration du représentant du Brésil réfutant ces allégations.

28. M. IDZUMBUIR (République démocratique du Congo) précise qu'il avait bien indiqué que cette information pourrait ne pas être exacte; le Congo serait reconnaissant au Gouvernement brésilien de faire en sorte, s'il en a la possibilité, que les avions en question ne parviennent pas au Portugal.

La séance est levée à 16 h 35.

